



DDEA du Lot et Garonne
 1722 avenue Colmar –
 47916 AGEN Cedex 9
 Tél : 05.53.69.80.39 –
 Fax: 05.53.69.80.80

Plan de soutien exceptionnel à l'agriculture – Fonds d'allègement des charges



FranceAgriMer

Date limite de dépôt des dossiers à la DDEA: 28 février 2010

Cette mesure est mise en œuvre dans le cadre du nouveau dispositif d'aide d'Etat permettant le versement d'un montant d'aide maximum de 15 000 € sur la période 1^{er} janvier 2008 – 31 décembre 2010

Attention :

Si vous avez déposé une demande de prise en charge des cotisations sociales auprès de la MSA, il vous suffit :

- de remplir et signer **uniquement** la page 3 (demande d'aide) de ce formulaire
- de le retourner à la DDEA avec la copie du dossier transmis à la MSA, le RIB et le pouvoir si nécessaire.

I – DEMANDEUR(S) (Compléter le cadre A ou B)

A- Demandeur individuel

N° SIRET : _____ N° PACAGE : _____ Tél : _____ Fax : _____

NOM-Prénom : _____ Date et lieu de naissance:/...../..... à

Adresse : Code Postal : Commune:.....

Jeune Agriculteur depuis le 27 octobre 2004 : OUI NON Si oui, date d'installation :/...../.....

Récemment investisseur depuis le 27 octobre 2007 (aide perçue à l'investissement : bâtiments et mise aux normes): OUI NON

B- Demandeur sociétaire

N° SIRET : _____ N° PACAGE : _____

NOM de la SOCIETE..... STATUT JURIDIQUE de la société.....

Nom et prénom des associés	Associés exploitants (oui ou non)	% de détention du capital social	Si Jeune Agriculteur, date d'installation
	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		_/_/_
	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		_/_/_
	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		_/_/_
	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		_/_/_

Adresse du siège d'exploitation

Adresse : Code Postal : Commune:.....

Récemment investisseur depuis le 27 octobre 2007 (aide perçue à l'investissement : bâtiments et mise aux normes): OUI NON

2 - CRITERES D'ELIGIBILITE

2.1. Données économiques d'accessibilité à la mesure

Les exploitations éligibles devront répondre au(x) critère(s) suivant(s) :

1 – pour les exploitations au réel : une baisse de l'EBE d'au moins 10%

2 – pour les exploitations au forfait : une baisse de chiffre d'affaires d'au moins 5%.

Cette baisse est appréciée sur la base des 2 derniers exercices clôturés **OU** du dernier exercice clôturé et du résultat prévisionnel de l'exercice en cours certifié.

- Exploitation au réel :

EBE Année N (préciser l'année) :	Euro
EBE Année N-1 (préciser l'année) :	Euro
Taux de baisse	%

- Exploitation au forfait :

Chiffre d'affaires Année N (préciser l'année) :	Euro
Chiffre d'affaires Année N-1 (préciser l'année) :	Euro
Taux de baisse	%

2.2. Données économiques complémentaires (validées en comité de gestion du 7 décembre 2009)

Un taux minimum d'endettement pourrait être fixé par le comité de gestion après examen des demandes afin de respecter l'enveloppe budgétaire.

Taux d'endettement (rapport entre le total de la valeur des dettes hors emprunts fonciers et la valeur de l'actif hors foncier ou annuités / chiffre d'affaire pour les exploitations au forfait)	% forfait <input type="checkbox"/> réel <input type="checkbox"/>
---	--

Dans le cas où les données ont été fournies par un centre comptable :

Nom du centre comptable et du comptable responsable : _____

J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés au point 2 ci-dessus

Signature et cachet du centre comptable

4- DEMANDE D'AIDE

Je demande à bénéficier d'une aide à l'allègement des charges financières (FAC) dans le cadre du plan de soutien exceptionnel à l'agriculture

La prise en charge porte sur une partie de l'annuité 2010 des prêts bancaires professionnels à long et moyen terme (hors prêts fonciers), d'une durée supérieure ou égale à 24 mois, bonifiés et non bonifiés.

Je m'engage :

- à fournir à la DDEA les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier.

J'atteste sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- être à jour de mes obligations fiscales,
- être informé du fait que le montant des aides versées au titre du présent régime temporaire communautaire ne saurait excéder 15 000 € sur la période 1^{er} janvier 2008-31 décembre 2010, y compris les aides « de minimis » perçues durant cette période.

A ce titre, **je déclare** :

- ne pas avoir reçu d'aides « de minimis » ou d'aides fondées sur le présent régime temporaire depuis le 1^{er} janvier 2008
- ou avoir reçu la somme de _____ euros dans le cadre des aides « de minimis » ou du présent régime temporaire depuis le 1^{er} janvier 2008

J'autorise mon (mes) établissement(s) de crédit(s) et mon centre comptable à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier.

J'autorise la DDEA, à fournir les données de la présente demande aux collectivités territoriales (Conseil général et Conseil Régional), à mon établissement de crédit, à la MSA, l' APRED, à la chambre d'agriculture.

A _____, le _____.

Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC

Pièces à joindre pour l'instruction du dossier :

- **1 RIB**
- **éventuellement « pouvoir » pour les formes sociétaires**
- **copie du formulaire de demande de prise en charge des cotisations sociales, si vous êtes un employeur de main d'œuvre ayant déposé un tel dossier auprès de la MSA**

Toute fausse déclaration entraînera l'annulation d'une éventuelle attribution. (Art. 22. II de la loi 68-690 du 31/07/68 : "quiconque aura fourni sciemment des renseignements inexacts ou incomplets dans la déclaration exigée en vue d'obtenir de l'état un paiement ou avantage quelconque indu pourra être puni d'un emprisonnement et d'une amende")

